



11 juillet 2023

(23-4691)

Page: 1/2

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE
DES ARTICLES 18.5, 32.6 ET 12:6 DES ACCORDS**

JAPON

Supplément

La communication ci-après, datée du 10 juin 2023 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

Conformément à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) et à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement du Japon souhaite notifier les articles pertinents de la Loi de promotion de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques (Loi n° 43 de 2022, promulguée le 18 mai 2022) et du Décret d'application de la Loi de promotion de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques (Décret du Cabinet n° 394 de 2022, promulgué le 23 décembre 2022).

Le Décret figure dans la présente notification.

[Traduction provisoire]

Décret d'application de la Loi de promotion de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques

(Procédure de demande d'enquête)

Article 7

Le ministre compétent devra, lorsqu'il fera une demande au titre des dispositions de l'article 30, paragraphes 1) à 3) de la Loi, présenter au Ministre des finances les éléments de preuve nécessaires pour déterminer d'ouvrir ou non une enquête au titre de l'article 7, paragraphe 6), de l'article 8, paragraphe 5) ou de l'article 9, paragraphe 6) de la Loi tarifaire (Loi n°54 de 1910). Dans ce cas, si le ministre compétent demande que l'ensemble ou une partie des éléments de preuve soient traités comme confidentiels, un document indiquant cela et en donnant les raisons sera également présenté.
